

DREAL-UD69-AC
DDPP-SPE-OG

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° : DDPP-DREAL 2026-78
actualisant et modifiant les prescriptions applicables à l'installation exploitée
par le G.E.P.E.I.F. située Rue Descartes à Saint-Fons**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Commandeur de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment son article R. 181-45 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L.411-2 ;

VU la directive européenne 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

VU la décision d'exécution (UE) 2016/902 de la Commission du 30 mai 2016 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les systèmes communs de traitement/gestion des effluents aqueux et gazeux dans le secteur chimique, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

VU la décision d'exécution (UE) n° : 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

VU le règlement (CE) n° : 1272/2008 du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges a pour objet d'assurer un niveau élevé de protection de la santé humaine et de l'environnement, ainsi que la libre circulation des substances, des mélanges et des articles ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 du code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie relevant du régime de l'autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 3410 à 3460, ou 3710 lorsque la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de l'une au moins des rubriques 3410 à 3460 ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 modifié régissant le fonctionnement des activités du G.E.P.E.I.F. dans son établissement situé rue Descartes à Saint-Fons ;

VU le dossier de réexamen du G.E.P.E.I.F., transmis le 5 septembre 2016 et complété le 21 mars 2022 ;

VU le rapport de base du G.E.P.E.I.F., transmis le 22 mars 2019 et complété le 21 mars 2022 ;

VU le courrier du G.E.P.E.I.F. du 27 mai 2021 concernant les prescriptions applicables aux dépôts d'acide sulfurique ;

VU le rapport du 13 mars 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU la lettre du 2 avril 2026 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que le dossier de réexamen du G.E.P.E.I.F. est complet et régulier ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'adapter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 aux dispositions de la directive IED, et notamment les valeurs limites d'émission et les modalités de surveillance des rejets aqueux ;

CONSIDÉRANT que les mesures prévues sont de nature à permettre une exploitation compatible avec les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations et du chef de l'unité départementale du Rhône de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – Bénéficiaire

Le Groupement pour l'épuration des effluents industriels de Saint-Fons (G.E.P.E.I.F.), dont le siège social est situé rue Descartes à Saint-Fons (69 190), est tenu de se conformer aux prescriptions complémentaires définies dans les articles suivants dans l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Saint-Fons, rue Descartes.

Ces dispositions complètent ou remplacent les prescriptions des actes antérieurs qui restent applicables.

ARTICLE 2 – Dispositions administratives

Le paragraphe 1.1 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 modifié est remplacé comme suit :

« 1.1 – La poursuite de l'exploitation, par le groupement pour l'épuration des effluents industriels de Saint-Fons (G.E.P.E.I.F.), des installations situées rue Descartes à Saint-Fons et mentionnées dans le tableau suivant, est subordonnée au respect des prescriptions édictées dans le présent arrêté.

Rubrique ICPE	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé
2750	A	Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation	/
2790	A	Installation de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	La quantité de substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptibles d'être présente dans l'installation est limitée à 200 tonnes/jour
3510	A	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : – traitement biologique	200 tonnes/jour
3710	A	Traitement des eaux résiduaires dans des installations autonomes relevant de la rubrique 2750 et qui sont rejetées par une ou plusieurs installations relevant de la section 8 du chapitre V du titre 1er du livre V	/

(*) A (Autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3710 relative au traitement des eaux résiduaires dans des installations autonomes relevant de la rubrique 2750 et qui sont rejetées par une ou plusieurs installations relevant de la section 8 du chapitre V du titre 1er du livre V et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives aux systèmes communs de traitement/gestion des effluents aqueux et gazeux dans le secteur chimique (BREF CWW). »

ARTICLE 3 – Dispositions administratives

Le paragraphe 1.2 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 modifié est remplacé comme suit :

« 1.2 – Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur. »

ARTICLE 4 – Cessation d'activité

Le paragraphe 1.5 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 modifié est remplacé comme suit :

« L'arrêt définitif de tout ou partie des installations susvisées, fait l'objet d'une notification au préfet, dans les délais et les modalités fixées aux articles R. 512-39 et suivants du code de l'environnement.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

1. l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site,
2. des interdictions ou limitations d'accès au site,

3. la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
4. la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé conformément à l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement.

La notification comporte en outre une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Cette évaluation est fournie même si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

En cas de pollution significative du sol et des eaux souterraines, par des substances ou mélanges mentionnés à l'alinéa ci-dessus, intervenue depuis l'établissement du rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement, l'exploitant propose également dans sa notification les mesures permettant la remise du site dans l'état prévu à l'alinéa ci-dessous.

En tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées, l'exploitant remet le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base (ref R5458 du 22 mars 2019 et compléments révision 1 version 2 du 21 mars 2022). »

ARTICLE 5 – Odeurs

Le dernier alinéa du paragraphe 3.4 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 modifié est supprimé.

ARTICLE 6 – Origine des approvisionnements en eau

Le paragraphe 4.1.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 modifié est remplacé comme suit :

« L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes

Origine de la ressource	TYPE	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Prélèvement maximal		
				Horaire (m³/h)	Journalier (m³/j)	Annuel (m³/an)
Eau du Grand Lyon	Eau potable	Saint-Fons	-	-	-	50
Réseau de la Métropole de Lyon – sortie de la STEU de Saint-Fons	Eau industrielle	Saint-Fons	-	-	-	1 300 000
Eaux souterraines	Eau industrielle	Couloirs de l'Est lyonnais (Meyzieu, Décines, Mions)	FRDG334	100	2300	650 000 La consommation totale eau souterraine + eau de rejet STEU est limitée à 1 500 000 m³/an.

						En cas de consommation d'eau industrielle supérieure à 200 000 m ³ /an, le GEPEIF informera l'inspection des installations classées et justifiera la répartition eau industrielle / eau de rejet STEU.
--	--	--	--	--	--	---

».

ARTICLE 7 – Identification Des Effluents

Le paragraphe 4.3.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 modifié est remplacé comme suit :

« L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux résiduaires (autres que domestiques),
- les eaux usées domestiques (non réglementées par le présent arrêté).

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants circulant sur le site :

1. les eaux résiduaires à traiter issues des établissements suivants : Polytechnyl Belle-Etoile et Specialty Operations,
2. les eaux résiduaires après épuration interne : les eaux issues des installations de traitement interne au site avant rejet vers le milieu récepteur,
3. les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées,
4. les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos...,
5. les effluents reçus par citerne. »

ARTICLE 8 – Contrôle et acceptation des eaux résiduaires à traiter

Le paragraphe 4.3.3.2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 modifié est remplacé comme suit :

« Pour les effluents réceptionnés par canalisation, un échantillon 24 heures proportionnel au débit de chaque type d'effluent à traiter sera réalisé quotidiennement et les paramètres suivants seront mesurés :

- pH,
- MES,
- DCO,
- indice phénols sur l'effluent de Specialty Operations.

Les prises d'échantillons pourront s'effectuer pour les effluents de chaque usine, soit au départ de l'usine, soit à l'arrivée dans la station d'épuration dans la mesure où les divers effluents peuvent y être identifiés.

Le processus d'acceptation des effluents devra être fiable et indiquer, pour chaque polluant, des seuils d'acceptation.

Ces seuils seront de la responsabilité de l'exploitant.

En cas de dépassement d'un seuil, des dispositions devront être prises immédiatement pour assurer le stockage ou la rétention des effluents.

Les moyens mis en œuvre devront permettre un traitement ultérieur des effluents dans de bonnes conditions, éventuellement par un organisme spécialisé.

En aucun cas, l'effluent ne sera rejeté directement à l'égout. »

Article 9 – Localisation des points de rejet

Le paragraphe 4.6 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 modifié est remplacé comme suit :

« Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet qui présente les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées PK	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective
Pt N°1	5,4	X = 795065 Y = 79751	- eaux résiduaires après épuration interne - eaux pluviales non susceptibles d'être polluées	Collecteur commun à la STEU de Saint-Fons, à Elkem et au G.E.P.E.I.F.	Rhône : canal de fuite du barrage de Pierre-Bénite (rive gauche) (code SANDRE FRDR2006)

Les eaux sanitaires sont traitées conformément au règlement sanitaire en vigueur. »

ARTICLE 10 – Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration

Le paragraphe 4.7.5 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 modifié est remplacé comme suit :

« L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration, flux et rendement (lorsque celui-ci est précisé) ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° : 1 (cf repérage du rejet sous l'article 4.6).

	Débit moyen journalier : 7 000 m³/j Débit maximal journalier : 7 500 m³/j Débit maximal horaire : 350 m³/h			
Paramètre (code SANDRE)	Concentration moyenne annuelle (2)	Concentration moyenne mensuelle (2)	Concentration moyenne journalière (2)	Flux maximal journalier
Demande chimique en oxygène DCO (1314)	300 (1) mg/L	-	300 (1) mg/L	1 500 kg/j
Demande biologique en oxygène DBO5 (1313)	-	-	30 mg/L	150 kg/j
Matières en suspension totales MEST (1305)	-	-	35 mg/L	150 kg/j
Azote total (6018)	25 mg/L	30 mg/L	30 mg/L	150 kg/j
Phosphore total P (1350)	3 mg/L	10 mg/L	10 mg/L	70 kg/j

Aluminium Al (1370)	-	-	2 mg/L	14 kg/j
Composés organohalogénés adsorbables AOX (1106)	-	-	1 mg/L	7 kg/j
Indice phénols (1440)	-	-	0,3 mg/L	2,1 kg/j
Indice hydrocarbure (7007)	-	-	1 mg/L	7 kg/j
Hydrocarbures totaux (7009)	-	-	10 mg/l	70 kg/j
Indice cyanures totaux (1390)	-	-	0,1 mg/L	0,18 kg/j
Chrome Cr (1389)	25 µg/L	-	100 µg/L	0,7 kg/j
Nickel Ni (1386)	50 µg/L	-	200 µg/L	0,070 kg/j
Arsenic As (1369)	-	-	25 µg/L	0,088 kg/j
Chlorures (1337)	-	-	3 g/L	-
Sulfates (1338)	-	-	5 g/L	-

(1) Si les deux conditions suivantes ne sont pas réunies, la valeur limite est de 100 mg/l en moyenne annuelle et de 125 mg/L en concentration journalière pour la DCO :

- condition A : efficacité du traitement $\geq 90 \%$ en moyenne annuelle (prétraitement et traitement final compris),
- condition B : si un traitement biologique est appliqué, l'un des critères suivants au moins est rempli :
 - il est fait recours à une étape de traitement biologique à faible charge (c'est-à-dire $\leq 0,25$ kg DCO/kg de matière organique sèche des boues), ce qui implique que la DBO5 de l'effluent est ≤ 20 mg/l.
 - Il est fait recours à une nitrification.

(2) Les concentrations moyennes sont déterminées selon les modalités prévues au point 1.3 de l'annexe I de l'arrêté du 4 novembre 2024 susvisé. »

ARTICLE 11 – Relevé des prélèvements d'eau

Le paragraphe 4.8.2.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 modifié est remplacé comme suit :

« Les installations de prélèvement d'eau sur le réseau eau traitée de la Métropole de Lyon STEU de Saint-Fons, sur le réseau d'Elkem, en eaux de nappe et sur le réseau d'adduction d'eau potable sont, chacune, munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ces dispositifs sont relevés quotidiennement. Les résultats sont portés sur un registre. »

ARTICLE 12 – Autosurveillance des eaux résiduaires

Le paragraphe 4.8.2.2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 modifié est remplacé comme suit :

« Avant mélange avec des eaux provenant d'autres établissements, seront mesurés et enregistrés en continu, sur l'effluent préalablement homogénéisé et dans les conditions représentatives du rejet global de l'établissement :

- le pH,
- la température,
- le débit.

Les mesures sont conservées pendant un an à la disposition de l'inspection des installations classées.

Avant mélange avec des eaux provenant d'autres établissements, un échantillonnage proportionnel au débit sera effectué en continu sur l'effluent homogénéisé. Cet échantillon de quatre litres au moins, représentatif des caractéristiques moyennes de l'effluent rejeté, sera prélevé par période de 24 heures. Il est conservé à 4 °C pendant 7 jours, à la disposition de l'inspection des installations classées, dans un récipient fermé sur lequel sont portées les références de l'échantillon.

Sur cet échantillon, l'exploitant mesure ou dose aux fréquences précisées, les paramètres indiqués ci-dessous

Paramètres (code SANDRE)	Auto surveillance assurée par l'exploitant	
	Type de suivi	Périodicité de la mesure
Eaux résiduaires après épuration issues du rejet vers le milieu récepteur : N° 1		
pH (1302)	Continu	Continue
Température (1301)	Continu	Continue
Débit (1552)	Continu	Continue
DCO (1314)	Périodique	Journalière
DBO5 (1313)	Périodique	Journalière
MEST (1305)	Périodique	Journalière
Azote global (1551)	Périodique	Journalière
Phosphore total (1350)	Périodique	Journalière
Aluminium (1370)	Périodique	Journalière
AOX (1106)	Périodique	Journalière
Indice phénols (1440)	Périodique	Journalière
Arsenic (1369)	Périodique	Journalière
Cadmium (1388)(2)	Périodique	Journalière
Cuivre (1392)(2)	Périodique	Journalière
Plomb (1382)(2)	Périodique	Journalière
Zinc (1383)(2)	Périodique	Journalière
Mercure (1387)(2)	Périodique	Journalière
Cyanure libre (1084)(2)	Périodique	Journalière
Manganèse (1394)(2)	Périodique	Journalière
Hydrocarbures totaux (7009)	Périodique	Journalière
Indice cyanures totaux (1390)	Périodique	Mensuelle
Indice hydrocarbures (7007)	Périodique	Mensuelle
Chrome (1389)	Périodique	Journalière
Nickel (1386)	Périodique	Mensuelle
Chlorures (1337)	Périodique	Mensuelle
Sulfates (1338)	Périodique	Mensuelle
Toxicité : Daphnies (1356) (1)	Périodique	Mensuelle
Benzène, toluène, éthylbenzène, xylène (5918) (3)	Périodique	Mensuelle

(1) Poursuite du maintien de la surveillance en l'attente de la caractérisation initiale des effluents pour mettre à jour la surveillance de la toxicité des effluents.

(2) La surveillance peut être interrompue après accord de l'inspection des installations classées si les premières mesures sont inférieures à la limite de quantification pendant un mois, et si l'inventaire des flux prescrit au 2.2 de l'annexe I de l'arrêté du 4 novembre 2024 susvisé conclut que la surveillance n'est pas pertinente.

(3) La surveillance peut être interrompue après accord de l'inspection des installations classées si les trois premières mesures sont inférieures à la limite de quantification, et si l'inventaire des flux prescrit au 2.2 de l'annexe I de l'arrêté du 4 novembre 2024 susvisé conclut que la surveillance n'est pas pertinente.

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 4.8.1.2 sont réalisées trimestriellement sur l'ensemble des substances faisant l'objet d'un suivi périodique selon le tableau précédent. »

ARTICLE 13 – Surveillance Des Eaux Souterraines

Le paragraphe 4.8.3.4 est ajouté à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 modifié :

« Sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant propose un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines (réseau, fréquence, paramètres suivis), sur la base d'une étude hydrogéologique.

A minima, la surveillance utilise un piézomètre en amont hydraulique des sources potentielles de pollution des sols et deux piézomètres en aval.

Le programme est adapté aux enjeux de vulnérabilité de la nappe et au comportement des substances dangereuses pertinentes (voir liste annexée au présent arrêté).

La première campagne de suivi des substances dangereuses pertinentes dans les eaux souterraines est réalisée sous 18 mois à compter de la notification du présent arrêté, puis est renouvelée tous les 5 ans. »

ARTICLE 14 – Surveillance Des Sols

Le paragraphe 4.8.6 est ajouté à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 modifié :

« Sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant propose un programme d'investigation pour la surveillance du sol (prélèvements de sol, piezairs, suivi qualité des eaux souterraines,...), en fonction des événements survenus ayant pu entraîner une pollution du sol depuis le dernier rapport de base.

Ce programme sera basé sur la liste des substances dangereuses pertinentes du site, en annexe du présent arrêté, et établie dans le rapport de base.

La première campagne de suivi des substances dangereuses pertinentes dans les sols est réalisée sous 18 mois à compter de la notification du présent arrêté, puis est renouvelée tous les 10 ans. »

ARTICLE 15 – Bilan décennal (ensemble des rejets chroniques et accidentels)

Le paragraphe 4.8.5.2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 modifié est supprimé.

ARTICLE 16 – Traitement des effluents reçus par citerne

Le 1^{er} alinéa du paragraphe 5.4 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 modifié est remplacé comme suit :

« Le G.E.P.E.I.F. est autorisé à recevoir des effluents par citerne. Les effluents reçus par citerne sont limités à une quantité de 200 t/j. Le G.E.P.E.I.F. est autorisé à procéder à certains mélanges de déchets dangereux tels que prévus au 1^{er} alinéa de l'article L. 541-7-2 du code de l'environnement.

Dans ce cas, le G.E.P.E.I.F. tiendra à jour un registre comprenant notamment :

- les éléments de justification mentionnés à l'article D. 541-12-2 du code de l'environnement,
- la liste des déchets concernés et leur classification selon la nomenclature prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement,
- le cas échéant, la liste des substances et leurs numéros du registre Chemical Abstracts Service (CAS) ainsi que la liste des matières et des produits mélangés aux déchets dangereux. »

ARTICLE 17 – Prescriptions particulières applicables aux dépôts d'acide sulfurique et aux réservoirs de stockage des effluents livrés par citerne

Le titre de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 modifié est remplacé comme suit :

« PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX RÉSERVOIRS DE STOCKAGE DES EFFLUENTS LIVRÉS PAR CITERNE ».

Le paragraphe 1 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 modifié est supprimé.

Le paragraphe 13 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 modifié est supprimé

ARTICLE 18 – Publicité

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Fons et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Saint-Fons pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Saint-Fons fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations – Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 19 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Rhône.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1^{er} jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Mme la préfète du Rhône – direction départementale de la protection des populations – 245, rue Garibaldi 69 422 LYON Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

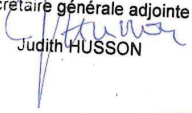
La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

ARTICLE 20 – Exécution

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations

classées, et le maire de Saint-Fons sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au G.E.P.E.I.F.

Lyon,
Le 30 avril 2026
Pour la préfète,

La sous-préfète,
Secrétaire générale adjointe

Judith HUSSON

Signé électroniquement par
Judith HUSSON

Annexe 1 : Liste des substances dangereuses pertinentes

Substance ou mélange pertinent	Numéro CAS
Acide acétique	64-19-7
Acide polyphosphorique	8017-16-1
Acide salicylique	69-72-7
Acide sulfurique	7664-93-9
Acrylonitrile	107-13-1
Solution de chlorure d'aluminium ferrique	1327-41-9
Bisulfite de sodium	7631-90-5
Chlorure de sodium	7647-14-5
Hexaméthylène diamine (HMD)	0124-09-04
Hydroquinone	123-31-9
Ethanol	64-17-15
Phénol	108-95-2
Pyrocatechol	120-80-9
Soude caustique 29 %, 50 %	1310-73-2
Sulfate de sodium	7757-82-6
Veratrole	91-16-7
Aluminate de sodium	1302-42-7
Acide formyl mandélique	90-64-2
Acide p-mandélique	90-64-2
Hexaméthylène-imine (HMI)	111-49-9
Diisopropylether (IPE)	108-20-3
Guaiacol	1990-05-01
Méthyl-6-guaiacol	1990-05-01
Méthylisobutylcétone (MIBK)	0108-10-01
Paraméthoxybenzène (PDMB)	150-78-7
Perchlorate de sodium	7601-89-0
Paraméthoxyphénol (PMP)	150-76-5
o-Vanilline	121-33-5
p-Vanilline	121-33-5
Nickel	7440-02-0
Anisole	100-66-3
Aluminium	7446-70-0
Cyanure	143-33-9
Arsenic	7440-38-2

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral
n°: DDPP-DREAL 2026-78
Pour la préfète,

La sous-préfète,
Secrétaire générale adjointe
Judith HUSSON

Signé électroniquement par
Judith HUSSON
Le 30 avril 2026